

HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA**JAGMEET SINGH**

DÉPUTÉ | MP, BURNABY SOUTH | BURNABY-SUD

Le 6 février 2025

Honorable David McGuinty  
Ministre de la Sécurité publique du Canada  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Ministre McGuinty,

À la suite de votre conférence de presse à Winnipeg, au cours de laquelle vous avez rencontré des agents de l'ASFC et réitéré le plan frontalier du gouvernement, nous tenons à vous faire part de notre déception. Bien que le fonds de 1,3 milliard de dollars pour les frontières soit une nécessité, il n'y a eu aucun progrès tangible en matière d'embauche de nouveaux agents ou de renforcement des outils et des soutiens nécessaires pour qu'ils puissent accomplir leur travail. Les agents frontaliers soulignent cette nécessité depuis bien avant l'élection de votre gouvernement en 2015.

Les néo-démocrates ont toujours soutenu nos agents frontaliers de première ligne et collaboré étroitement avec le Syndicat des douanes et de l'immigration (SDI) depuis des décennies. Or, malgré l'importance croissante de la sécurité aux frontières, vos agents frontaliers n'ont pas été consultés sur les nouveaux plans gouvernementaux. Ils sont les mieux placés pour comprendre les enjeux cruciaux tels que la criminalité transfrontalière, le trafic de drogues et d'armes à feu, ainsi que l'immigration irrégulière, mais leur expertise a été négligée par les gouvernements successifs, y compris le vôtre.

Nous avons, à plusieurs reprises, demandé l'ouverture d'un centre de formation de l'ASFC à Windsor (Ontario), afin de pallier la pénurie de personnel découlant des [coupes budgétaires du gouvernement Harper en 2012](#). En effet, la fermeture de 1 100 postes à l'époque a eu un impact négatif sur nos points d'entrée partout au pays, certains étant fermés et d'autres réduits en heures d'ouverture. Les escouades canines ont été réduites et l'unité de renseignement a perdu près de la moitié de ses agents. Le centre de formation actuel à Rigaud (Québec) ne suffit plus pour répondre aux besoins. Windsor pourrait accueillir immédiatement un nouveau centre, et il est grand temps d'agir.

OTTAWA BURNABY SOUTH | BURNABY-SUD

CHAMBRE DES COMMUNES | HOUSE OF COMMONS | OTTAWA, ONTARIO, K1A 0A6

4940 KINGSWAY, BURNABY, BRITISH COLUMBIA, V5H 2E2

TEL/TÉL: 613-995-7224 | FAX/TÉLÉC: 613-995-4565

TEL/TÉL: 604-291-8863 | FAX/TÉLÉC: 604-666-0727

Jagmeet.Singh@parl.gc.ca

De plus, les agents frontaliers n'ont pas bénéficié du même traitement que les autres organismes d'application de la loi. Le décret de 1932 continue de limiter leur capacité à intervenir entre les points d'entrée, une situation que vous pourriez rectifier facilement, en leur permettant de répondre aux crimes en cours et d'exercer leurs fonctions dans le respect des lois qui les régissent. Comment prétendre garantir la sécurité des frontières si on les empêche de jouer pleinement leur rôle?

[Votre gouvernement a également promis](#) une réforme en vue de la retraite anticipée après 25 ans de service, alignant ainsi les agents frontaliers sur les autres organismes d'application de la loi. Nous vous demandons instamment de tenir cette promesse par le biais d'un décret, surtout dans un contexte où le Parlement est prorogé. Nos agents méritent cet avantage maintenant, étant donné qu'ils ont supporté une surcharge de travail pendant plus de dix ans à cause de la sous-dotation en personnel.

Compte tenu des menaces qui pèsent actuellement sur les frontières et des droits de douane potentiels, le moment est venu de reconstruire notre effectif frontalier et de fournir les ressources nécessaires aux agents pour qu'ils puissent lutter efficacement contre la criminalité. Les hélicoptères Blackhawk et les drones ne suffisent pas à stopper les criminels; ce sont les agents frontaliers qui assurent cette tâche, mais ils sont trop peu nombreux.

Monsieur le Ministre, il est urgent d'embaucher davantage d'agents, d'étendre leurs pouvoirs pour intervenir entre les points d'entrée, et de respecter vos engagements sur la réforme des pensions. Les néo-démocrates continueront de se battre pour nos agents frontaliers. Nous vous appelons à une action rapide et respectueuse envers celles et ceux qui protègent la sécurité des Canadiennes et Canadiens chaque jour. Nous attendons une réponse positive et des mesures concrètes à cet égard.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées,



Jagmeet Singh, député  
Chef du NPD



Brian Masse, député  
Porte-parole du NPD en matière d'Industrie, de l'Automobile, des Frontières Canada–États-Unis  
et des Grands Lacs

CC :           Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada  
              L'honorable Dominic LeBlanc, ministre des Finances du Canada  
              L'honorable Ginette Petitpas Taylor, présidente du Conseil du Trésor du Canada  
              Mark Weber, président national, Syndicat des douanes et de l'immigration (SDI)